

Question d'Europe
n°573
2 octobre 2020

Sortir de la crise politique en Biélorussie : avec ou sans l'intervention d'acteurs extérieurs ?

Ekaterina PIERSON-LYZHINA

Les mobilisations contre le président biélorusse Alexandre Loukachenko, qui se poursuivent au-delà de l'élection présidentielle du 9 août, ont surpris par leur ampleur et leur niveau de politisation. La protestation s'annonce durable et réunit de très larges couches de population de tous âges et de toutes professions, mais les autorités refusent de reconnaître son importance et ne satisfont aucune de ses revendications : organiser de nouvelles élections démocratiques, arrêter les répressions, libérer les détenus et les prisonniers politiques, enquêter sur les crimes commis par les forces de l'ordre. C'est tout le contraire qui se produit : les répressions orchestrées par le régime de Loukachenko, après une certaine accalmie entre le 12 et le 16 août, remontent en intensité avec des centaines d'interpellations par jour, l'arrestation des leaders du mouvement et des journalistes (des médias privés) qui relatent les faits. Quels sont les scénarios de l'évolution de cette crise qui semble se trouver dans l'impasse ? La Biélorussie peut-elle en sortir sans recourir à une médiation étrangère ? Quel rôle pourrait y jouer l'Union européenne ?

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE BIÉLORUSSE, CATALYSEUR DE LA POLITISATION DE LA POPULATION

À la surprise des autorités biélorusses et de la communauté internationale, l'élection présidentielle du 9 août 2020 ne s'est pas terminée comme prévu. Bien qu'elle se soit déroulée en pleine période de vacances et malgré le contexte de la pandémie de coronavirus, elle a révélé et amplifié une politisation sans précédent au sein de la population biélorusse, qui s'est unie autour de l'idée de voter « pour n'importe qui sauf Alexandre Loukachenko », au pouvoir depuis vingt-six ans.

L'élimination des potentiels candidats de l'opposition, le blogueur Siarhei Tsihanouski, le banquier Viktar Babaryka, tous deux arrêtés, ou de l'ancien manager du parc des hautes technologies de Minsk, Valery Tsapkala, dont les signatures requises pour se porter candidat ont été invalidées par la Commission centrale électorale, a provoqué l'unification de l'électorat autour de Svetlana Tikhanovskaya. Mère au foyer de 37 ans, professeur d'anglais, elle s'est portée candidate après l'arrestation de son mari. Elle a pu alors faire enregistrer sa candidature, perçue comme peu menaçante par le président en exercice qui n'a pas manqué de déclarer que « le poste présidentiel n'est pas fait pour une femme ». Profitant de cette opportunité, Svetlana Tikhanovskaya s'est non seulement montrée capable de rassembler des foules lors des mobilisations[1] mais également de prendre des décisions stratégiques en s'alliant à deux autres femmes – Maryya Kalesnikava et Veranika Tsapkala – représentante de Viktar Babaryka pour l'une, épouse de Valery Tsapkala pour l'autre.

Les répressions envers toutes les voix d'opposition vont de pair depuis le début de l'élection[2] avec la limitation ou l'interdiction des rassemblements, l'arrestation des membres des équipes des candidats opposants, de journalistes de médias privés diffusant les images des mobilisations. Ces actions ont largement contribué à renforcer le sentiment d'indignation au sein de la population. Les autorités, apparemment conscientes de la chute de la popularité d'Alexandre Loukachenko, n'ont organisé que quelques rassemblements en sa faveur et ont tout misé sur le soutien des forces de l'ordre. Alexandre Loukachenko a ainsi rencontré plusieurs unités des forces de l'ordre afin de s'assurer de leur loyauté.

[1] Ekaterina Pierson-Lyzhina, « [Biélorus : après la mobilisation, qu'attendre du lendemain électoral ?](#) », *Regard sur l'Est*, 9 août 2020.

[2] Ekaterina Pierson-Lyzhina, « [Biélorus : une campagne présidentielle pas comme les autres](#) », *Regard sur l'Est*, 22 juin 2020.

« MON VOTE A ÉTÉ VOLÉ »

La large politisation de la campagne électorale a entraîné un haut niveau de participation lors de l'élection, attesté par de très longues files d'attente. Quand les résultats ont été affichés, de nombreux citoyens ont accusé les autorités d'avoir « volé leur vote ». Les falsifications, particulièrement importantes, se sont démarquées notamment des scrutins présidentiels précédents par un taux particulièrement haut du vote anticipé – plus de 41,7 % de la population. La participation réelle aurait été environ deux fois plus faible, selon l'initiative indépendante d'observation « Soumlennia lioudzi » (Les gens honnêtes)[3]. Le jour de l'élection, certains bureaux de vote ont signalé l'insuffisance des bulletins de vote. Des milliers de citoyens s'étaient portés bénévoles auprès d'initiatives indépendantes d'observation déjà existantes[4] ou nouvellement créées[5], pour observer les élections[6]. Mais les autorités ont limité l'observation à trois personnes pendant les cinq jours du vote anticipé et à cinq personnes le jour du scrutin, prenant comme prétexte la situation sanitaire. Par ailleurs, l'observation indépendante n'a pas pu compter sur la présence d'observateurs de l'OSCE, invités trop tardivement par le ministère biélorusse des Affaires étrangères.

L'observation étant ainsi limitée, il est impossible d'affirmer, voire de confirmer, la victoire de Svetlana Tikhonovskaya. Par ailleurs les sondages « sortie des urnes » (« exit-polls ») sont interdits en Biélorussie, ainsi que les sondages indépendants. Toutefois, selon les campagnes d'observation indépendantes, parmi lesquelles la plateforme « Golas » (La voix) qui a reçu de la part de plus d'un million d'électeurs la photo de leurs bulletins de vote, les falsifications auraient touché au moins un bureau de vote sur trois, et les résultats officiels de l'élection seraient donc non valides.

LE POINT DE NON-RETOUR

L'annonce d'une nouvelle « victoire élégante »[7] d'Alexandre Loukachenko avec plus de 80% des voix a incité de nombreuses personnes à se rassembler devant leurs bureaux de vote afin de contester les résultats. Dans les rares endroits où le décompte semblait juste, les membres de la commission électorale ont été accueillis par des applaudissements tandis que dans d'autres,

vraisemblablement ternis par des falsifications, d'autres membres se sont fait chahuter et raccompagner chez eux par les forces de police spéciale (OMON). Lorsque les gens se sont rassemblés pacifiquement dans les centres de nombreuses villes biélorusses, la situation a vite dégénéré. Du 9 au 11 août, la police, des brigades spéciales et des unités militaires ont violemment dispersé les manifestants avec canons à eau, grenades assourdissantes, gaz lacrymogène et balles en caoutchouc, occasionnant de nombreux blessés, au moins quatre décès et six personnes portées disparues[8]. Selon les Nations unies, parmi plus de 6 000 arrestations, au moins 450 détenus ont été torturés ensuite dans des centres de détention[9] avec l'objectif de « montrer pour qui il fallait voter », selon plusieurs témoignages.

Ces actions ont choqué profondément la population. Le 12 août, des femmes vêtues de blanc avec des fleurs dans les mains ont pris d'assaut les rues pour protester contre les violences policières. À la suite du 16 août, surnommé le « jour de la liberté »[10], au cours duquel un demi-million de Biélorusses ont participé à des rassemblements partout dans le pays, la répression a repris. Chaque jour, une centaine de personnes sont interpellées, les travailleurs des usines d'État qui expriment leur intention de faire grève sont licenciés, les journalistes des médias indépendants sont détenus sous prétexte d'une vérification d'identité et les journalistes étrangers voient leur accréditation annulée par le ministère des Affaires étrangères. Personne n'est épargné : Svetlana Alexievitch, prix Nobel de littérature, a été interrogée par la Commission d'enquête ; Aliaksandr Mrotchek, célèbre cardiologue à la tête d'un grand hôpital, a été licencié devant ses collègues ; le chef de l'Église catholique, Tadeusz Kondrusevitch, citoyen biélorusse, n'a pas pu regagner le pays après un voyage.

Malgré les répressions, le mouvement protestataire est loin de s'affaiblir. Au cours des semaines suivantes ont été organisés de nombreuses actions de solidarité ainsi que des rassemblements de différents corps de métiers (médecins, enseignants, travailleurs de chemins de fer, du secteur des nouvelles technologies, acteurs du théâtre Yanka Kupala, étudiants, etc.). Tous les samedis, se déroulent les marches des femmes. Tous les dimanches, des centaines de milliers de personnes s'unissent dans des marches au centre de Minsk et dans plusieurs villes biélorusses.

[3] « 'Soumlennia lioudzi' iauka na dateterminovae galasavan'ne zavychanaia prykladna udvaia » (Selon les « Gens honnêtes », la participation réelle lors du vote anticipé aurait été environ deux fois plus faible), Radie Svaboda (Radio Liberté), 10 août 2020.

[4] La campagne d'observation indépendante et non-partisane « Défenseurs des droits de l'Homme pour des élections libres », la campagne d'observation « Prava vybarou » (Droit de choisir) liée aux partis d'opposition du centre-droit.

[5] La plateforme en ligne de décompte parallèle des voix « Golas » (La voix), l'observation par la communauté « Soumlennia lioudzi » (Les gens honnêtes), la plateforme Zoubir, la campagne d'observation par le mouvement « Dis la vérité ! ».

[6] Rencontre du club analytique d'experts « L'observation électorale – 2020 : nouvelles limitations et opportunités », le magazine en ligne « Nache Mnenie » (Notre opinion), Belarusian Institute of Strategic Studies (BISS), Belarus Press Club, 30 juillet 2020.

[7] Terme utilisé par exemple par Ethan S. Burger et Victor Minchuk pour désigner le score de Loukachenka aux élections présidentielles de 2001 « Alyaksandr' Lukashenka's Consolidation of Power » in Jörg Forbrig, David R. Marples, Pavol Demes, (ed.), Prospects for Democracy in Belarus, The German Marshall Fund of the United States, 2006, p. 31.

[8] Présentation de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'Homme en Biélorussie, Anaïs Marin, à la conférence informelle du Conseil de sécurité des Nations unies, 4 septembre 2020.

[9] UN human rights experts: Belarus must stop torturing protesters and prevent enforced disappearances, 1er septembre 2020.

[10] Ekaterina Pierson-Lyzhina, « Conséquences de la r-EVA-lution biélorusse : de la contestation politique à la formation d'une nation ? », Regard sur l'Est, 31 août 2020.

Le Conseil de coordination, formé pour représenter les intérêts du mouvement de protestation avec l'approbation de Svetlana Tikhonovskaya et incluant des personnalités respectées au sein de la société biélorusse, n'est pas reconnu par les autorités comme un interlocuteur légitime. Au contraire, nombre de ses membres sont détenus ou ont été expulsés, une enquête criminelle est ouverte à son encontre. Cependant, le Parlement européen considère le Conseil de coordination comme le « représentant provisoire du peuple demandant un changement démocratique ». Malgré l'annonce d'une réforme constitutionnelle, Alexandre Loukachenko a répété à plusieurs reprises lors d'une interview accordée à des journalistes russes le 9 août que seule la mort pourrait le conduire à mettre fin à sa présidence.

Au sein de l'État biélorusse, il n'existe aucune ressource institutionnelle susceptible d'encadrer le dialogue entre les autorités et l'opposition. Le Parlement formé en 2019 est entièrement loyal au président. Les gouverneurs et les maires ne sont pas élus mais désignés par Loukachenko. L'exemple de la région de Hrodna est parlant : dans cette région, les manifestants sont parvenus à faire libérer les détenus et ont obtenu une permission de se rassembler légalement sur la place principale de la ville. Ce succès a été effacé par le remplacement du gouverneur par Uladzimir Karanik, loyal à Loukachenko et qui a terni sa réputation en tant que ministre de la Santé par des manipulations de statistiques des décès liés au coronavirus.

ALEXANDRE LOUKACHENKO POURRAIT-IL SE MAINTENIR AU POUVOIR EN TRANSFORMANT LE RÉGIME AUTORITAIRE EN UN RÉGIME SULTANESQUE ?

Le scénario le plus pessimiste sur lequel misent les autorités biélorusses serait le maintien au pouvoir d'Alexandre Loukachenko par le biais de la transformation définitive du régime en un régime sultanique, théorisé par Juan J. Linz, Alfred Stepan et Houchang E. Chehabi[11]. Dans ce type de régime, le leader qui ne bénéficie pas du soutien populaire reste au pouvoir en s'appuyant sur la répression et en procédant à des purges au sein de son appareil administratif et sécuritaire.

L'établissement d'un tel type de régime répressif, qui s'accompagne de l'utilisation systématique des forces paramilitaires, entraînerait un affaiblissement du mouvement protestataire en faisant fuir de nombreuses personnes à l'étranger. Toutefois, ce type de régime, décrit par Linz et Chehabi comme facilement renversable par un coup d'État[12], ne peut se maintenir sur une longue durée dans un État comme la Biélorussie, qui est pauvre en ressources naturelles, à moins qu'un appui financier ne vienne de l'étranger, comme le souligne notamment le chercheur Andrei Kazakevitch[13]. L'instauration d'un tel régime entraînerait la baisse des investissements étrangers, le départ des entreprises étrangères et surtout des entreprises de technologies de l'information, un des secteurs les plus dynamiques du pays, engendrant la dégradation d'une situation économique déjà mauvaise[14].

Les nominations récentes démontrent qu'Alexandre Loukachenko s'entoure de plus en plus de *siloviki* (représentants des organes de force). En décembre 2019, Natallia Katchanova, spécialiste des questions sociales qui se trouve à la tête de l'administration présidentielle, a été remplacée par Ihar Sergeenka, adjoint au chef du KGB[15]. Au mois de juin 2020, pendant la campagne présidentielle, Alexandre Loukachenko a remplacé le Premier ministre Serguei Rumas, économiste favorable aux réformes, par Raman Galoutchanka, ancien président du comité militaire et industriel de l'État. Loukachenko a rappelé également Dmitri Pavlitchenko, colonel de l'unité des forces spéciales du ministère de l'intérieur, limogé en mars 2009, suspecté d'être impliqué dans des disparitions de personnalités politiques biélorusses en 1999 - 2000. C'est ce dernier qui a dirigé la dispersion des manifestants à Minsk le 10 août. Au cours des protestations, début septembre, le représentant de l'armée, Andrei Raukou, a été remplacé au poste de secrétaire du Conseil de sécurité d'État par Valery Vakoultchik, ancien directeur du KGB.

LA RUSSIE AUX CÔTÉS DE LOUKACHENKO : LA SOUVERAINETÉ ET L'INDÉPENDANCE BIÉLORUSSE EN JEU ?

Le licenciement de Raukou n'est pas étonnant compte tenu de son implication dans l'arrestation fin juillet des 33 combattants russes de l'unité privée

[11] Ce sont des régimes autoritaires basés sur l'idéologie personnelle et les faveurs personnels afin de maintenir l'autocrate au pouvoir, avec peu de bases idéologiques. H.E. Chehabi et Juan J. Linz (ed.), *Sultanistic Regimes: A Theory of Sultanism* (Sultanistic Regimes, Baltimore and London, The John Hopkins University Press, 1998, 284 p. ; Juan J. Linz et Alfred Stepan., *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996, pp. 51 - 54, 70 - 71. ; Juan J. Linz « Totalitarian and Authoritarian Regimes », in Fred I. Greenstein et Nelson W. Polsby (ed.), *Handbook of Political Science*, Vol. 3, Reading, MA, Addison-Wesley, 1975, p. 259.

[12] H.E. Chehabi et Juan J. Linz op. cit. p. 19.

[13] L'opinion exprimée par Andrei Kazakevitch, chercheur à l'Université Vytautas Magnus, lors de la rencontre du club d'experts « L'Optimisme vs. pessimisme pendant les élections 2020 », *Nache Mnenie (Notre opinion)*, Belarusian Institute of Strategic Studies (BISS), Belarus Press Club, 23 juillet 2020.

[14] Selon l'économiste Kateryna Bornukova, directrice académique et chercheuse au centre de recherches économiques BERO, la croissance du PIB biélorusse est faible dans les années 2010 par rapport aux années 2000. En 2019, il s'agit d'une croissance seulement de 1,2 %, la prévision pour 2020 est - 4 %.

[15] Andrei Yeliseyev, « Belarus at a Crossroads: Political Regime Transformation and Future Scenarios », *Belarus Digest*, 1er septembre 2020.

Sortir de la crise politique en Biélorussie : avec ou sans l'intervention d'acteurs extérieurs ?

Wagner : le régime de Loukachenko a changé de stratégie, espérant que Vladimir Poutine se porte à son secours.

Dans les premiers jours de la crise post-électorale, Alexandre Loukachenko brandissait déjà le soutien russe en déclarant que Poutine lui avait promis d'intervenir militairement selon les obligations prises par les deux pays dans le contexte de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), alors qu'un tel soutien n'est prévu que dans le cas d'une agression militaire extérieure. Au début de la crise, les autorités russes ont adopté une position prudente. Pendant cette période, Alexandre Loukachenko a contacté plusieurs fois Vladimir Poutine refusant, selon les médias, de communiquer avec les leaders des pays européens.

Le premier geste russe est intervenu le 21 août, avec l'envoi de journalistes de la chaîne de télévision « Russia Today » pour remplacer les journalistes de l'agence d'information d'État BelTA qui avaient démissionné. Depuis lors, la couverture médiatique en Biélorussie par les médias publics a changé considérablement. Ces derniers associent notamment l'Euromaïdan ukrainien et la contestation biélorusse, alors que cette dernière est essentiellement une mobilisation anti-Loukachenko, dénuée de toute revendication géopolitique. Il y a également une tentative de provoquer une guerre civile entre partisans et opposants de Loukachenko, en les présentant comme égaux en taille, en stigmatisant ces derniers comme nationalistes et russophobes. Par exemple, depuis l'arrivée des consultants politiques russes, lors des manifestations pacifiques, la police protège les monuments soviétiques avec du fil barbelé en insinuant qu'ils sont en danger alors qu'il n'y a eu aucun cas de vandalisme. Le fait que les manifestants se soient abrités dans une église catholique le 26 août en prenant la fuite a également été utilisé par les médias gouvernementaux pour tenter de provoquer un conflit entre catholiques et orthodoxes. Jusqu'alors, toutes ces tentatives se sont révélées peu efficaces.

Le soutien apporté par Vladimir Poutine à Alexandre Loukachenko n'a eu pour le moment comme effet que de provoquer un accroissement des sentiments anti-Kremlin (manifesté par l'apparition des pancartes en ce sens à

partir de la manifestation du 6 septembre), voire parfois antirusse, alors que ce sentiment est peu fréquent parmi la population biélorusse. La population craint notamment que Loukachenko, redevenu paria en Europe et aux États-Unis, ne signe les feuilles de route d'intégration dans le cadre de l'État de l'Union « Russie - Biélorussie » qu'il avait refusé de signer fin 2019. Selon un scénario pessimiste, cette signature signifierait la fin de la Biélorussie comme État indépendant ou, selon un scénario plus optimiste, la fin de l'autonomie économique biélorusse. Toutefois, l'approfondissement de l'intégration dans le cadre de l'État de l'Union n'est pas très populaire ni en Russie, ni en Biélorussie, où seulement 24 % de la population souhaite la création d'organes supranationaux communs, (selon un sondage réalisé en juin par [l'Institut de sociologie](#) auprès de l'Académie des sciences) et 61,6 % sont pour la préservation de l'indépendance du pays vis-à-vis de Moscou. En Russie, [selon un sondage](#) effectué par le Centre russe d'étude de l'opinion publique VCIOM du mois d'août 2020, seulement 22 % des personnes interrogées sont favorables à la création d'un État unique, et 43 % sont pour la préservation de relations amicales entre les deux pays.

Le soutien russe est toutefois limité : seulement 1,5 milliard ont été promis par Vladimir Poutine lors de sa rencontre avec Alexandre Loukachenko à Sotchi – cette somme peut compenser la diminution des réserves d'or de 1,4 milliard en août 2020 – et les déclarations restent modérées. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a par exemple exprimé son inquiétude vis-à-vis des disparitions en Biélorussie après l'enlèvement de l'opposante Maryya Kalesnikava le 9 septembre. Il s'est montré également irrité vis-à-vis de l'affirmation d'Alexandre Loukachenko selon laquelle le mouvement protestataire allait s'élargir à la Russie.

La Chine a félicité Alexandre Loukachenko pour son élection et pourrait soutenir financièrement le régime. Toutefois, vu l'instabilité politique et les difficultés dans ses relations avec l'Union, la Biélorussie devient moins attractive qu'auparavant. Il faut rappeler d'ailleurs que, dans la plupart des cas, les crédits chinois pour des projets spécifiques visaient l'augmentation des exportations chinoises vers la Biélorussie, et que la Chine n'a accordé

qu'une seule fois (en décembre 2019) un prêt d'un demi-million de dollars sans y attacher de conditions.

QUE POURRAIT FAIRE L'UNION EUROPÉENNE ?

La [réaction de l'Union européenne](#) a été perçue comme étant assez timide et peu rapide. Deuxième partenaire commercial du pays, l'Union européenne n'a pas envoyé un signal clair aux autorités biélorusses concernant les lignes rouges à ne pas franchir, alors que les répressions politiques accompagnaient la campagne électorale, dès le mois de mai. Une nuance, toutefois : alors que les élections biélorusses précédentes avaient été déclarées non conformes à tous les critères nécessaires à la définition des élections démocratiques, l'Union européenne est allée cette fois [plus loin](#) et [n'a reconnu ni les résultats](#), ni Alexandre Loukachenko [comme président](#), malgré sa prestation de serment. La Lituanie est même allée plus loin en reconnaissant Svetlana Tikhanovskaya comme présidente.

Le président français Emmanuel Macron, après avoir déclaré que le président Loukachenko devait partir, s'est rendu le 29 septembre en Lituanie, où il a rencontré Svetlana Tikhanovskaya et lui a réitéré son offre de médiation dans le cadre de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Cet évènement a été décrit comme « historique » par des médias biélorusses indépendants. Après la rencontre de Vilnius, lors d'une conversation téléphonique, Vladimir Poutine a indiqué à Emmanuel Macron qu'il jugeait « inacceptables toutes les tentatives d'interférence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain et de pression extérieure sur les autorités légitimes ».

Svetlana Tikhanovskaya a déclaré qu'elle allait prendre la parole devant le Parlement français le 7 octobre, et qu'un rendez-vous avec la chancelière allemande Angela Merkel aurait lieu la semaine prochaine. À plusieurs reprises, Svetlana Tikhanovskaya est déjà allée [devant les députés européens à Bruxelles](#).

Une aide de 53 millions € a également été annoncée, dont 50 millions seront octroyés pour lutter contre les conséquences de la pandémie de coronavirus, mais qui risquent d'être utilisés à d'autres fins. Seuls 3 millions seront destinés aux victimes des répressions et aux médias indépendants. Le plan d'assistance économique [présenté](#) par le Président lituanien, Gitanas Nausėda, préparé avec la Pologne et la Roumanie pour aider la « Biélorussie démocratique », est aussi un signe encourageant pour les manifestants, qui subissent chaque semaine la répression des autorités.

Pour aller plus loin, l'Union européenne pourrait suspendre la coopération avec les ONG contrôlées par l'État et les projets avec le secteur public via la BEI et la BERD et soutenir de nombreuses initiatives de la société civile qui viennent en aide aux victimes de la répression.

Alors que les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne ont décidé le 2 octobre l'adoption des sanctions ciblées contre une quarantaine de responsables biélorusses (mais pas contre Alexandre Loukachenko), tout devrait être mis en place pour que le peuple biélorusse ne soit pas laissé seul face à la répression et au refus de dialogue de la part des autorités.

Ekaterina Pierson-Lyzhina

Doctorante à l'Université libre de Bruxelles

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.